



**HAL**  
open science

# ETUDIANT, SYNDICAT ET ENGAGEMENT POLITIQUE

Tiégbé Christophe Amani

► **To cite this version:**

Tiégbé Christophe Amani. ETUDIANT, SYNDICAT ET ENGAGEMENT POLITIQUE. 2018. hal-01847156v2

**HAL Id: hal-01847156**

**<https://hal.science/hal-01847156v2>**

Preprint submitted on 5 Dec 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITE ALLASSANE OUATTARA  
(ex Université de Bouaké)

UFR: Communication, Milieu Et Société  
Département D'anthropologie et de Sociologie

**CETTE VERSION DU LIVRE EST UN PRE-PRINT OU UN BROUILLON D'UNE ESQUISSE DU CONTENU DE L'ETUDE.**

**LA VERSION FINALE DU LIVRE EST EDITEE CHEZ EDITION UNIVERSITAIRE EUROPEENNE (EUE) APRES VERIFICATION PAR UN LECTORAT COMPOSE D'UNE EQUIPE SCIENTIFIQUE PLURIDISCIPLINAIRE.**

**IL EST DISPONIBLE DANS LES LIBRAIRIES PARTENAIRES D'EUE. VOUS POUVEZ AUSSI L'AVOIR EN LIGNE SUR [www.my.editions-eu.com](http://www.my.editions-eu.com) OU ACHETER SUR [www.morebooks.fr](http://www.morebooks.fr)**

### **ETUDIANT, SYNDICAT ET ENGAGEMENT POLITIQUE**

Militantisme syndical en milieu estudiantin et trajectoire sociopolitique des jeunes en Côte d'Ivoire

### **CHRISTOPHE TIEGBE AMANI**

Anthropologue Sociologue des Organisations

Spécialité : Stratégie de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de Médias sociaux

Adresse : Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Riviera Bonoumin, Oscarinne 3

Boîte postale: 03 BP 3206 Abidjan 03

Email: [amanychrys@yahoo.fr](mailto:amanychrys@yahoo.fr) / [amanychrys@gmail.com](mailto:amanychrys@gmail.com)

Profil RS Pro: <https://www.linkedin.com/in/christophe-tiégbé-amani>

## **Résumé**

Les crises sociopolitiques récurrentes qu'a traversées la Côte d'Ivoire depuis les années 1990 ont connu leur point culminant par une rébellion armée en 2002 suivie d'une crise post-électorale en 2011. Durant toutes ces années, l'école a été un levier catalyseur de toutes les luttes sociales et politiques. Les jeunes dirigeants syndicaux à la tête d'organisations estudiantines se sont positionnés comme des acteurs majeurs. Les crises qui ont émergé depuis l'enceinte des universités publiques de Côte d'Ivoire au sein essentiellement de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire), se sont cristallisées en une opposition ouverte entre les « Jeunes Patriotes » et le MPCCI d'une part et d'autre part entre jeunesse « pro-Gbagbo » ou LMP et jeunesse « pro-Ouattara » ou RHDP. Comment ces jeunes dirigeants se sont-ils positionnés comme acteurs majeurs de ces crises politiques ? Instruments ou acteurs politiques ? Quels sont les déterminants sociaux qui expliquent leur trajectoire politique et sociale ?

Cette étude présente les résultats d'une observation « rapprochée » centrée sur des récits biographiques, autobiographiques, des articles de journaux, des entretiens d'observateurs, de journalistes, d'acteurs clés au sein des organisations syndicales et des organisations « armées » des jeunes étudiants ivoiriens. S'appuyant sur un échantillon représentatif d'étudiants, d'enseignant-chercheurs, d'administrateurs, de militants syndicaux étudiants et de dirigeants syndicaux, elle veut comprendre et analyser les éléments de base de la trajectoire sociopolitique et les logiques d'action politiques de ces jeunes dirigeants syndicaux estudiantins et le positionnement dans l'espace géopolitiques ivoiriens des ex dirigeants syndicaux.

Mots clés : Militantisme – Syndicat – Etudiant – Lutte scolaire – Mouvement de jeunesse – Organisation d'étudiant – Trajectoire politique.

## **Abstract**

[TITLE: STUDENT, UNION ACTIVISM AND POLITICAL COMMITMENT]

[Union activism in the student environment and the socio-political trajectory of young people in Côte d'Ivoire]

Recurrent socio-political crises in Côte d'Ivoire since the 1990s are culminated in an armed rebellion in 2002 followed by a post-election crisis in 2011. During all these years, the school was a major leverage catalyst of all social and political struggles. Young activism union leaders at the head of student organizations have positioned themselves as major actors. The crises that have emerged from the public universities of Côte d'Ivoire, mainly within the FESCI (Student and School Federation of Côte d'Ivoire), have crystallized into an open opposition between the "Young Patriots" and the MPCCI on the one hand and on the other hand between "pro-Gbagbo" youth or LMP and "pro-Ouattara" youth or RHDP. How did these young leaders position themselves as major actors in these political crises? Political instruments or actors? What are the social determinants that explain their political and social trajectory?

This study presents the results of an "inside" observation centered on biographical, autobiographical stories, newspaper articles, interviews of observers, journalists and key actors in student activism union organizations and "armed" group of young Ivorian students. Based on a representative sample of students, teacher-researchers, university administrators, student union activists and former student union leaders, the study wants to understand and analyze the basic elements of the socio-political trajectory and the logic of political action of these young student activism union leaders and the positioning of ex-activist union leaders in the Ivorian geopolitical space.

Keywords: Activism - Syndicate - Student - School Struggle - Youth Movement - Student Organization - Political Trajectory.

## **Introduction générale**

L'histoire récente de la Côte d'Ivoire est fortement liée à l'émergence des jeunes dirigeants syndicaux comme acteurs devenus potentiels dans l'espace politique.

Cet article a été inspiré par des recherches entreprises dans le milieu syndical des étudiants ivoirien. Nous avons été associés aux travaux de recherches sur « la

spatialisation du champ politique et syndical des jeunes en Côte d'Ivoire ». L'occupation de l'espace géographique comme bastion par des jeunes syndicalistes pour des intérêts politiques a fait l'objet d'investigation de recherches encore inédites. Comment sur des arrière-plans ethniques des dirigeants de mouvements syndicaux de jeunes s'activent pour le compte du politique en Côte d'Ivoire ? Ces mêmes travaux se sont intéressés au rapport du monde syndical étudiant au politique en Côte d'Ivoire.

Pour notre part, « Militantisme syndical en milieu étudiant et trajectoire sociale et politique des jeunes en Côte d'Ivoire » traite de l'émergence des jeunes en politique à partir du champ syndical. Sur la base des travaux parallèles entrepris, nous avons construit une problématique autour des itinéraires sociaux et politiques de jeunes ex dirigeants syndicaux et autour de l'histoire du mouvement syndical en milieu étudiant et du multipartisme en Côte d'Ivoire. Cet « enclassement » du champ syndical dans le monde politique nécessite un éclairage sur les pratiques qui ont cours dans la vie de la nation.

Les jeunes sont-ils des instruments ou des acteurs conscients de leur force et capables de stratégies politiques ?

Depuis 1990, les organisations étudiantes ivoiriennes sont devenues des entités essentielles dans la politique nationale. Un pouvoir au cœur du pouvoir d'Etat ; tantôt alliées, bras séculier, tantôt force d'opposition. Sûres de leur capacité de mobilisation, de blocage et même de nuisances, les organisations étudiantes sont devenues au fil des années, une force sociale, politique incontournable pour les dirigeants politiques que pour tous les hommes publics. Groupes de pression pour certains et alliés pour d'autres, elles drainent des milliers d'élèves et étudiants chaque année.

D'Houphouët à Laurent Gbagbo, elles auront suscité interrogations, condamnation, compréhension et seront parfois même adulées. Décrites par certains comme des défenseurs des libertés individuelles, collectives et de la démocratie, elles sont dépeintes par d'autres comme un pouvoir et une autorité parallèle agissant non pas pour le compte des étudiants, mais pour celui de ses dirigeants et de leurs

cercles les plus restreints. Depuis une décennie, elles ont été des actrices majeures dans la crise militaro-politique du pays. Durant la crise, elles se sont invitées constamment dans tous les débats. De Bouaké à Abidjan, elles ont joué un rôle dans la crise ivoirienne. Même au plus fort de celle-ci, elles ont occupé l'espace public, les médias d'Etat, revendiqué et assumé des prises de positions aux antipodes des préoccupations syndicales pour s'investir dans le champ politique.

Aujourd'hui, des dirigeants d'institutions politiques, publiques et parapubliques sont des ex dirigeants des organisations syndicales estudiantines. Ces trajectoires sociale et politique - du syndicalisme à la politique - posent le questionnement des intérêts syndicaux, motivations de ces ex-dirigeants de jeunes. Qui sont ceux qui militent dans les organisations syndicales estudiantines ? Pourquoi et comment ? Intérêts, motivations, mobilisation et organisations des syndicats d'étudiants constituent l'agenda du présent travail de recherche.

Notre étude reste proche des dirigeants de mouvements d'étudiants par un récit biographique. Elle analyse la mutation de leur engagement syndical en positionnement politique.

La formulation de cette recherche s'appuie sur des constats liés au champ social des syndicats des étudiants et ses contingences politiques. Ces constats, desquels émergent les questions de recherche, permettent de préciser la problématique de cette étude.

## **1. Contexte syndical et social des jeunes en Côte d'Ivoire**

En Côte d'Ivoire, il est incontestable que jusqu'à une période très récente, rien ne pouvait se décider dans la vie de la nation si les organisations étudiantes notamment la FESCI n'était d'accord. L'analyse de l'itinéraire politique de Soro Guillaume, Charles Blé Goudé, Karamoko Yayoro, Blé Guirao, Touré Zeguen etc. pour ne citer que ceux-là, fait apparaître un point commun : celui d'avoir occupé de hautes fonctions à la tête d'un mouvement syndical d'étudiants.

Les anciens leaders estudiantins dans des parcours différents sont devenus des hommes de pouvoir. L'appartenance de tous les anciens responsables de la FESCI

à des formations politiques en fonction de leur origine ethnique, a pris un clivage ethnique et régional, illustrant ainsi la spatialisation du champ politique via le champ syndical. Diriger l'organisation étudiante apparaît comme la voie royale pour entrer en politique, avoir la légitimité et devenir une élite politique. Il est devenu un tremplin politique (PROTEAU, De la "guerre scolaire" au conflit armé en Côte d'Ivoire, 2010). Le syndicalisme semble être devenu l'antichambre de la carrière politique. Il nous a paru nécessaire d'étudier la structuration du champ syndical étudiant et ce qui fonde la relation de pouvoir entre les organisations syndicales et le pouvoir politique.

Enfin depuis 1999, les années universitaires sont tronquées. Certaines s'étalent sur deux voire trois années. Les blocages sont récurrents. Le phénomène « FESCI » devient de plus en plus prépondérant eu égard de son effet et son impact sur la vie de la société ivoirienne toute entière. Il s'agit d'appréhender et de comprendre ce phénomène qui sous-tend le mouvement « jeune patriote » depuis la crise militaro-politique et son « occupation » d'un espace ou territoire donné.

### **1.1 Etat des lieux du syndicalisme étudiant**

Les études sur le syndicalisme en général ne manquent pas. Traité sous toutes les coutures, elles continuent de l'être sous des approches variées et multiples. En Europe, outre les nombreuses revues, périodiques des organisations syndicales et des ouvrages des acteurs syndicaux eux-mêmes, la recherche en sciences humaines a aussi investi la question du syndicalisme dans sa structure, son fonctionnement, ses rapports à l'économie, au sociale et au politique. L'abondance de la bibliographie et la qualité des recherches en est une illustration. En revanche, en dehors des ouvrages traitant globalement de l'histoire du syndicalisme en Afrique, la question du syndicalisme étudiant en Afrique noire reste très peu traitée. En dehors de quelques articles de presses parut çà et là, aucune étude à ce jour à notre connaissance n'est consacrée à cette question dans l'espace géographique africain.

Il s'agira de montrer les rapports intergénérationnels qui s'établissent entre le politique et l'ex leader syndical jeune ou le leader en place. Cet « enchâssement » du syndicalisme étudiant dans le champ politique permet d'intégrer la vie politique

ou active pour avoir été actif pour le politique. Cet état de fait pose le débat de la relation du syndicalisme et de la politique. **Syndicalisme et politique : liaison dangereuse ou tragédie moderne ?**

## **1.2 Syndicalisme et jeunesse en Côte d'Ivoire : évolution d'un concept**

### **La période de 1990-1993 : naissance des syndicats sur fond de crise et de lutte politique**

Mille neuf cents quatre-vingt-dix marque un tournant au niveau international. C'est la chute du mur de Berlin en Europe qui comme un séisme de forte magnitude propage l'onde de choc. La dislocation de l'union des Républiques soviétiques et socialistes, la désintégration de la Yougoslavie et la chute du communisme.

En Afrique subsaharienne, c'est l'heure des transitions politiques avec les conférences nationales (Congo, Centrafrique, Zaïre, Bénin, Niger...). La rue finit par avoir raison de la plupart des régimes qui, bon gré mal gré, adopte le pluralisme politique, syndical, la liberté de la presse et le droit de manifester. En pointe de ces mouvements de contestations, figure la jeunesse et plus particulièrement les étudiants. Au Mali, elle est au cœur de la contestation et finit par avoir raison du général Moussa Traoré en 1990. Aspiration démocratique, crise économique, chômage des diplômés et misère sociale sont autant de raisons qui stimulent et galvanisent les mouvements qui remettent en cause les « Pères » des indépendances.

La Côte d'Ivoire, le pays du « Vieux », du « sage de l'Afrique » réputé pour être un havre de paix et de stabilité sous régional n'échappe pas à ce séisme « libertin » auquel personne n'avait pensé. Avec 46 % de son budget consacré à l'éducation nationale et un taux de scolarisation à 60 %, la Côte d'Ivoire était en voie d'être le nouveau quartier latin d'Afrique subsaharienne au lendemain des indépendances. Mais depuis 1990, l'école ivoirienne selon l'expression abidjanaise est en panne.

*Christophe Tiégbé AMANI*

Les structures universitaires sont dépassées par la conjugaison d'une démographie galopante et d'un fort taux de scolarisation. L'université d'Abidjan prévue à l'origine pour accueillir six mille (6000) étudiants, accueille plus de cinquante mille (50000) étudiants. La construction de l'Université d'Abobo-Adjamé n'a rien changé. Le nombre de bureaux, d'amphithéâtres, de salles de cours et de travaux dirigés n'ont pas suivi la courbe croissante des étudiants. Les choses sont restées presque en état quand ce ne fut pas des solutions de rafistolage, du provisoire qui a fini par devenir du définitif. Dans certains amphithéâtres, les étudiants s'agglutinent, serrés les uns contre les autres, quand d'autres assis à même le sol, essaient de prendre des notes dans des conditions pénibles et révoltantes. De ces images insolites mais réelles de la vie estudiantine, certaines facultés comme celles des lettres, droit et sciences économiques de gestion seront qualifiées par les étudiants eux-mêmes de « Chine populaire ».

La construction de l'Université de Bouaké sur le site de l'institut agricole de Bouaké et du complexe télévisuel devant permettre de décongestionner l'Université d'Abidjan fut rapidement dépassée par la demande. Dix-huit mille (18000) étudiants pour une structure ayant en réalité une capacité d'environ quatre mille cinq-cents (4500) soit le quart. L'Université et les grandes écoles étaient devenues une véritable cocotte-minute dont le pouvoir tentait de maintenir le couvercle hermétiquement fermé.

En plus de ces problèmes structurels, la pression démographique et la conjoncture économique de 1990 aura pour conséquence directe le chômage des diplômés qui viennent ainsi grossir le rang des « déchets » du système scolaire. Ceux qui ont la chance de franchir les mailles de la sélection scolaire sont ainsi confrontés au problème de l'accès à l'emploi en raison de la crise, mais de l'inadéquation entre la formation et les besoins de l'emploi, aux besoins des entreprises.

Sous la pression des organisations financières internationales, le gouvernement ivoirien, sous la houlette du premier ministre Alassane Dramane OUATTARA, se lance dans un plan d'austérité pour faire face à la crise devenue endémique à cause

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

de la dette et de la chute des prix des matières premières. Cette cure d'amaigrissement des dépenses publiques, vise la réduction du salaire des fonctionnaires et agents de l'état, et la réduction du budget de l'éducation nationale représentant la moitié du budget général. La crise économique et les différents plans d'ajustement structurels pèsent lourdement sur les budgets de l'éducation et notamment sur les prestations sociales des étudiants tels que les bourses jadis accordés à 90 % des étudiants, les chambres ainsi que le prix des tickets universitaires.

Pour assainir les finances publiques, une chasse à la gabegie et aux détournements de denier voit le jour. Pour la première fois dans l'histoire du régime d'Houphouët-Boigny, prévarication, concussion, corruption et détournement feront l'objet de poursuites judiciaires, brisant la sacro-sainte maxime d'Houphouët « on ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille les arachides » qui avait permis à des cadres du parti démocratique de Côte d'Ivoire de s'enrichir en puisant dans les caisses publiques sans être inquiétés.

De ce cocktail explosif, fait de marches, de grèves des secteurs privés et publics, les étudiants restés jusque-là en marge des revendications, seront la petite flamme de la grande détonation sociale et politique.

A l'origine et le point de départ de ce qui allait entraîner de grands bouleversements en Côte d'Ivoire, des revendications estudiantines. Les revendications elles-mêmes sont nées de la combinaison d'un problème d'eau et d'électricité et d'une question d'insécurité.

En effet, la persistance des ruptures d'eau et d'électricité intempestives avait créé chez les étudiants un malaise surtout en période d'examen. C'est dans cette atmosphère que, dans la nuit du lundi 19 au mardi février 1990, s'est déclenchée la manifestation estudiantine dans les résidences universitaires de Yopougon, et cela suite à une altercation ayant opposé un groupe d'étudiant à un visiteur.

De la conjonction de ces deux faits, les étudiants déclenchent un mouvement de protestation dont l'unique revendication était le report des examens partiels. Face aux troubles récurrents, le gouvernement décide de la fermeture de l'université et

décète une année blanche. Les étudiants conditionnent la reprise des cours par la satisfaction totale et intégrale de leurs revendications. Le mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) organe de jeunesse du parti-Etat, mal implanté et déconnecté des réalités estudiantines est largement dépassé par les manifestations. Très vite, une série de revendication liée à l'amélioration de la condition de vie des étudiants est associée à la première : réduction des tickets de restaurants, des loyers des chambres, des problèmes sectoriels comme de ceux de la faculté de médecine, les problèmes de sécurités dans les résidences universitaires en particulier celle de Yopougon (clôture de la cité, construction de dos d'âne, installation de feux clignotants aux abords des cités), la réduction de moitié de la bourse à 25 000 francs pour que tous les étudiants en bénéficient. Au fil des manifestations, la légitimité du MEECI s'érode ; laissant place à un vide. Le 21 avril 1990, trente-quatre étudiants, en l'église Sainte famille de la Riviera sous la présidence de quatre enseignants chercheurs membres du puissant et influent syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES) donne naissance au syndicat libre et autonome des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire (SLAEECI)<sup>1</sup> lequel deviendra quelques jours plus tard la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI).

La naissance de la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire va complètement éclipser le mouvement de jeunesse du parti au pouvoir, le MEECI dont la légitimité était non seulement remis en cause, et qui s'avérait incapable de mobiliser les étudiants. Aux revendications pour l'amélioration de la condition de vie des étudiants, d'autres cette fois politique vont suivre : la liberté syndicale et le multipartisme tel qu'inscrite dans la constitution de 1960. Le 30 avril 1990, le vieux sous la pression de la rue, proclama le multipartisme, autorisation la liberté syndicale et associatives dans tous les secteurs de la vie.

---

<sup>1</sup> Lumière sur l'agitation en milieu scolaire in « fraternité Matin » du mercredi 25 avril 1990, p. 12.

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

Le conseil des ministres du 30 mai 1990, autorise la reconnaissance et la légalisation de neuf partis politiques, repris dans l'ordre des déclarations enregistrées<sup>2</sup> :

- Front Populaire ivoirien ;
- Parti Républicain de Côte d'ivoire ;
- Parti Ivoirien des travailleurs ;
- Union des Sociaux-Démocrates ;
- Parti socialiste ivoirien ;
- Parti pour le développement solidaire ;
- Parti National socialiste ;
- Parti Social-Démocrate ;
- Parti de l'Unité Populaire.

Quatre de ces partis, le Front Populaire ivoirien (FPI), le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT), l'Union des Sociaux Démocrate (USD), le Parti Socialiste Ivoirien (PSI) forment à Korhogo, la « coordination des partis de gauche ». La quasi-totalité de ces partis étaient animés et dirigés par les enseignants de l'université<sup>3</sup>, il se crée une passerelle « naturelle » entre la coordination des partis de gauche, le syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES) et la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'ivoire (FESCI) qui commence à asseoir son hégémonie dans les milieux scolaires et universitaires. La FESCI se définit comme un syndicat de gauche et s'inscrit dans les luttes de la gauche politique. Au meeting du SYNARES, comme de la coordination des partis de gauche, ses responsables ont leur temps de Parole. La fédération estudiantine commence à devenir pour la coordination des partis de gauche, ce que le mouvement des élèves et étudiants de côte d'ivoire (MEECI) était pour le parti démocratique de Côte d'ivoire (PDCI) au pouvoir.

---

<sup>2</sup> Fraternité matin du 1<sup>er</sup> juin 1990, p.5.

<sup>3</sup> FPI est dirigé par Laurent Gbagbo, professeur d'histoire, le PIT par Romain Francis Wodié professeur de droit, l'USD par Zadi Zaourou professeur de lettre, quand le professeur Bamba Moriféré enseigne à la faculté de pharmacie.

Dans le même sillage, naissent une multitude de syndicats d'étudiants aux intérêts les plus divergents dans un champ syndical étudiant ivoirien commun. UNESCI (Union Nationale Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire), UMES-CI (Union des Mouvements Estudiantins et Scolaire de Côte d'Ivoire), SYNESS (Syndicat National Estudiantin et Scolaire), CERAC (Cellule de Réflexion et d'Action Concrète) constitueront l'ossature des syndicats d'étudiant qui naissent sous fonds de crise.

Cette période de mouvements sociaux verra une accointance d'intérêts entre mouvements syndicaux d'étudiants et partis politiques scellant leur rapprochement face au parti au pouvoir. Enfin la période 1993 sera marquée par la mort du président Félix Houphouët-Boigny le 7 décembre et qui avait une légitimité historique sur la Côte d'Ivoire. Elle marque aussi la fin de plus de trois décennies de règne et d'une époque. Elle ouvre également l'ère de la guerre des héritiers et des successions.

### **La période de 1994-1999 : hégémonie, lutte et contrôle**

Après la mort du président Houphouët, Henri Konan Bédié, dauphin constitutionnel accède à la magistrature suprême sur fond de rivalité avec le premier ministre d'Houphouët Alassane Dramane Ouattara (ADO). Il propose un gouvernement d'ouverture mais seul, l'union des socio-démocrates de Zadi Zaourou y prend part. Les autres partis de la coordination de gauche (PIT, PSI, FPI) déclinent l'offrent. Avec un gouvernement pléthorique (alors même que la crise perdure), le ballet des détournements, du népotisme, du clientélisme, de la gabegie, etc. se poursuit tandis que la paupérisation gagne la rue. Sur le plan des idées, le régime de Bédié tente de promouvoir « l'intérêt national » en se faisant passer pour le protecteur des secteurs économiques vitaux... le concept « d'ivoirité », conçu par Séraphin Niangoran Porquet, va lui être utile pour mobiliser l'énergie « ivoirienne » et surtout, promouvoir une politique qui sera considérée « d'exclusionniste » par des partis politiques.

En juin 1994, le malaise qui couvait au PDCI, éclate et donne naissance au Rassemblement des Républicains, parti libérale, porté sur les fonds baptismaux le

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

30 avril 1994 par Djéni Kobénan et parrainé par ADO. Le RDR contracte une alliance tactique avec le FPI dans le front républicain.

En même temps que Bédié accède au pouvoir, la fédération estudiantine et scolaire (FESCI), à la suite des lourds soupçons qui ont pesé sur son premier secrétaire générale à renouveler ses instances. Djué N'Goran Eugène en est le nouveau secrétaire général. Originaire de Diabo (au centre du pays et 20 km de Bouaké), il appartient au même groupe ethnique – baoulé- que le président Bédié. Après l'éclatement des partis de la coordination de gauche, la FESCI se rapproche du front républicain avec lequel les luttes sont désormais communes. Les revendications ne sont plus d'ordre académique mais politique : les élections juste et transparente et la défense du candidat ADO traité d'étranger par le régime Bédié. Ensemble, ils battront le pavé jusqu'à l'organisation du « boycott actif » pour empêcher le bon déroulement des élections. Dans ce contexte, la FESCI s'inscrit dans une alliance de fait avec le front républicain.

Quand en 1995, Soro Kigbafori Guillaume prend les rênes de la FESCI, il est assisté de Damana Pickass<sup>4</sup>, Karamoko Yayoro<sup>5</sup> et Blé Goudé Charles. Soro Guillaume est arrêté le 17 septembre 1995 conduit à la direction de la surveillance du territoire (DST) puis enfermé à l'école de police. Les responsables vivent alors dans la clandestinité, mais le mouvement continu de mobiliser les étudiants sur tous les fronts. Son secrétaire général présenté par le ministre de la sécurité Dibonan Koné, comme un hors-la loi, acquière paradoxalement et en dépit de toute la campagne de presse gouvernementale, une popularité indiscutable au point d'être élu par la presse et les ivoiriens l'homme de l'année 1997 en Côte d'ivoire. Le président Bédié finit par réhabiliter l'année suivante le mouvement. L'année 1998 marque la fin du mandat de Soro Guillaume à la tête de la structure estudiantine. Cette même année, le front républicain formé par le RDR, le FPI et le PIT et des petits partis sans grandes envergure commence à se lézarder. La succession de

---

<sup>4</sup> 1<sup>er</sup> secrétaire Général adjoint de 1995-1998, membre du FPI et commissaire à la CEI ; C'est lui qui après le 2<sup>ème</sup> tour des présidentielles à empêcher le porte de la commission électorale indépendante de proclamer les résultats en déchirant les procès-verbaux.

<sup>5</sup> 2<sup>ème</sup> secrétaire Général adjoint de 1995-1998, devenu président de la jeunesse du RDR

Guillaume Soro aiguise les appétits et les vellétés de contrôle du mouvement. Le FPI et le RDR s'affrontent au travers de deux candidats : Blé Goudé Charles et Karamoko Yayoro.

Une dissidence menée par Doumbia Major, secrétaire à l'organisation du bureau exécutif national, tente de destituer le secrétaire général. Ce dernier avec ses partisans déterminés à défendre bec et ongle son pouvoir organise la riposte : c'est « la crise des machettes ». Derrière cette crise fratricide du mouvement, se cache semble-t-il la lutte pour le contrôle du mouvement que se livre le rassemblement des républicains et le front populaire ivoirien. L'éclatement du front républicain, la question de « l'ivoirité » et la violence sur les campus née de la « guerre des machettes » crée un climat « nauséabond », délétère et d'insécurité sociale et politique.

Le 24 décembre 1999 au moment où les ivoiriens s'apprêtent à fêter Noël, le Conseil National de Salut public (CNSP) du général GUEÏ renverse le président Aimé Henri Konan Bédié. Le général-président tente de réconcilier les différents acteurs de la crise estudiantine.

### **La période de 2000 à 2002 : léthargie et repositionnement politique**

Après avoir vaincu sa dissidence, Charles Blé Goudé au moment du scrutin présidentiel de 2000 appelle les étudiants et la jeunesse à voter pour Laurent Gbagbo. En octobre 2000, Laurent Gbagbo dans des conditions qualifiées par lui-même de « calamiteuse » accède à la magistrature suprême de la Côte d'ivoire. Avec l'ascension du Front populaire ivoirien au pouvoir, la fédération estudiantine n'arrive pas ou plus exactement ne sait pas comment se positionner face à la nouvelle donne.

De 2000 à 2002, aucune revendication, aucune grève, alors même que les conditions des étudiants n'avaient pas changé. Aucun amphithéâtre n'était sorti de terre et ceux qui existaient étaient toujours bondés, les tickets des restaurants "U" n'avaient pas connu de baisse et aucune nouvelle cité universitaire n'avait vu le jour. Les conditions sociales très précaires des étudiants n'avaient connue aucune

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

amélioration et paradoxalement aucun syndicat ne leva le petit doigt pour dénoncer, interpellier ou même proposer...

Quant à la bouillante fédération estudiantine et scolaire (FESCI), elle est devenue selon l'expression même des étudiants « un cheval de course » comme au pari mutuel urbain (Pmu) qui fait gagner beaucoup d'argent. Ce cheval à la particularité de courir pour les "initiés" et de toujours gagner. Boycoter les passations de charges dans les directions et les ministères, empêcher le déroulement des procès, sécuriser des manifestations en échanges de primes constituent désormais les terrains sur lesquels les « fescistes » opèrent.

Certains membres des syndicats d'étudiants sont rentrés dans des cabinets ministériels, à l'école nationale d'administration, à la police, à la douane ou à la gendarmerie ; d'autres tout en gardant leur statut d'étudiant servent d'hommes de main aux politiques ; donnant l'impression que syndicalisme estudiantin et politique sont deux faces d'une même pièce, ou du moins que l'un conduit à l'autre.

### **Depuis 2002 : engagement politique et action armée**

Après les élections présidentielles de 2001 qui ont porté Laurent GBAGBO et le FPI au pouvoir, la FESCI sort de sa léthargie et retrouve ses marques au côté de son « vieux père ».

Jean-Yves Dibopieu, alors Secrétaire Général de la FESCI expliquait au cours d'une conférence de presse en Novembre 2001 leur relation avec le FPI et leur positionnement politique. Cette position met la centaine d'autres syndicats<sup>6</sup> que la lutte pour l'appropriation de l'espace universitaire a réduit à l'anonymat, sous l'éteignoir. La FESCI règne en maître absolu, elle acquiert un pouvoir sans limite. Ce qui lui permet d'intervenir dans tout ce qui a un intérêt public et tout ce qui touche à l'Etat et la vie publique.

---

<sup>6</sup> Le ministère de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dénombrait 123 syndicats et associations estudiantins en février 2007 au séminaire de Grand-Bassam sur l'enseignement supérieur

Dans l'espace universitaire, elle s'arroge tous les droits et régente tout. Désormais, elle sort de l'université, gère les abords des campus, prélève des taxes sur toutes les activités aux alentours des cités universitaires au grand dam des collectivités locales. Elle donne son avis et prend position sur des questions politiques. Comment en est-elle arrivée là ?

En septembre 2002, quand une tentative de coup d'état tendant à renverser Laurent Gbagbo se transforme en rébellion et occupe la partie nord du pays, une mobilisation pro-gouvernementale s'organise aussitôt. Ce qui sera appelé « l'effort de guerre » transcende toutes les couches de la société dans la zone sous contrôle du gouvernement. Les jeunes ne sont pas en reste ; des mouvements de jeunes naissent « spontanément ». D'abord, ces groupes projetaient de libérer les zones occupées en organisant des convois de civils<sup>7</sup>. Après la libération manquée de la ville de Bouaké et ses alentours par l'armée ivoirienne ; ce que les habitants de la ville ont dénommé le « lundi noir » ; des groupes plus structurés ont fait leur apparition en vue de résister et libérer d'autres zones qui avaient été conquises par la rébellion. La naissance des mouvements galactiques se situent dans cette période.

La FESCI sans s'engager officiellement fournit les éléments aux groupes d'auto-défense. D'une certaine léthargie qui commençait à gagner l'ensemble du mouvement, alors que Jean-Yves Dibopieu en était le secrétaire général, celui-ci sonne le réveil des structures plongées jusque-là dans un profond sommeil pendant que les dirigeants sont préoccupés par les affaires économiques et à asseoir leur pouvoir. L'argument de « la sale guerre » et du patriotisme sont brandis. Patriotisme et affairisme font bon ménage. Alors que « l'ennemi » est bloqué sur une ligne de démarcation, la guerre interne des territoires fait rage. Territoire avec une composante identitaire, voire même idéelle. Dans la zone gouvernementale c'est-à-dire au sud du pays, la FESCI s'affiche au côté du pouvoir en place et dans la zone occupée par la rébellion au nord, la dissidence organisée sous la bannière de

---

<sup>7</sup> En octobre 2003 Blé Goudé reçoit la bénédiction du Laurent Dona Fologo Président du Conseil Economique et Social pour se rendre à Bouaké ville occupée par le MPC

l'AGEECI et le CEECI s'activent. Cette période marque donc un engagement syndical officiel dans la politique et une transition du syndicalisme à la politique.

En somme, les constats de recherche, ci-dessus présentés, ont été définis et construits autour des organisations d'étudiants et de leur engagement dans l'espace sociopolitique. Ils permettent de mettre en évidence les différents constats abordés par cette recherche. Il s'agit de mobilisation de masse, les mouvements sociaux contestataires, soutien politique, engagement violent, trajectoire sociale, trajectoire politique et ascension sociale. Quel est l'état de la littérature scientifique sur ces thèmes abordés et comment se positionne notre sujet par rapport à cette littérature ?

Les constats et la revue de la littérature ci-dessus présentés mettent en exergue un ensemble de préoccupations de recherche qu'on peut résumer autour de problématiques précises. Il s'agit d'une part, de la question de système d'organisations syndicales avec des dirigeants aux desseins hétéroclites et opportunistes et d'autre part d'un mouvement social contestataire. Comment comprendre les mutations des engagements à travers l'expérience et parcours individuels et collectifs des membres et acteurs des organisations syndicales de jeunes ?

### **1.3 Les questions essentielles**

En lien avec les constats ci-dessus mentionnés nous formulons les questions spécifiques de recherche ci-dessous :

Quelle est la nature des relations entre le pouvoir politique et les milieux syndicaux ? Trajectoire commune ou différenciée entre leaders politiques et syndicaux ? L'organisation syndicale comme totalité n'est-elle pas traversée par une multiplicité de buts : pouvoir, prestige, autonomie ? En Côte d'Ivoire, pour qui roulent donc les syndicats estudiantins : pour les étudiants, les pouvoirs politiques, la patrie ou pour leur dirigeant ? La formation syndicale est-elle un champ d'action-formation pour les jeunes en vue du renouvellement des cadres des partis ou un simple système d'instrumentalisation pour contrôler la jeunesse ? Dans quel sens La transhumance politique opérée par les leaders des syndicats d'étudiants se fait-elle et quel en est le critère principal ?

Les réponses provisoires que suggèrent les questions sus-posées se présentent ainsi. Les universités ivoiriennes seraient devenues le champ de bataille des leaders politiques avec en arrière-plan le positionnement politique. L'enjeu est double : la quête et la maîtrise de l'espace scolaire et universitaire. Dans un pays où 60% de la population à moins de 25 ans, où depuis l'année 2000 le vote est à 18 ans ; être en capacité d'influencer, d'orienter la jeunesse peut s'avérer payant politiquement et électoralement. Les partis politiques en Côte d'Ivoire ont une assise régionale, ethnique voire même clanique, la conquête de l'espace national constitue un enjeu majeur.

L'instrumentalisation des organisations syndicales d'étudiants par l'adoubement des dirigeants syndicaux par les politiques au moyen d'aide financière, de passe-droit pour les concours administratifs est un moyen de s'assurer le contrôle du syndicat et de briser les foyers de contestations que sont les milieux universitaires. L'origine ethnique des leaders constitue le gage d'une fidélité certaine.

La violence estudiantine devient une partie de la violence d'Etat légitimée par le silence du pouvoir politique, protégé par ce dernier et utilisé contre tout ou une partie du corps social.

Le pouvoir politique est devenu otage de son propre jeu, celui consistant à utiliser les syndicats contre ses adversaires politiques puisqu'il ne maîtrise que les dirigeants et non la base dont la conduite (vol, viol, vandalisme...) échappe aux contrôles des dirigeants. Les rapports entretenus ne sont-ils pas devenus de la « realpolitik » dépendant davantage de l'offre et de la demande (qu'est-ce que l'une ou l'autre des parties gagent).

## **2. Théories et concepts d'analyse du champ syndical**

### **2.1 Les récits biographiques**

La méthode choisie pour saisir les séquences biographiques de l'expérience des militants des organisations syndicales d'étudiants est celle des récits des vies. La collecte des récits de vie découle de l'approche biographique que nous avons adoptée. En effet, les récits de vie permettent à l'interviewé de se raconter, dans un

cadre privilégiant une structure de discours chronologique et permettant de dégager la vision personnelle de la personne en ce qui a trait à sa propre trajectoire (Brunelle et al, 2005). Le récit biographique met en évidence le rapport entre vécu de l'interviewé en tant acteur majeur du phénomène étudié et sa façon de se représenter sa propre trajectoire. Pour bien comprendre ces trajectoires sociales qui constituent le parcours de vie individuel des étudiants militants nous avons eu recours aux trajectoires subjectives. Au cours de ces entretiens l'individu retrace sa propre vie.

## **2.2 De la notion de trajectoire sociale**

Le sujet se résume comme une réflexion sur l'évolution des trajectoires sociales et politiques des dirigeants d'organisations syndicales d'étudiants. Pour mettre ces individus au centre de la réflexion, les trajectoires partent de leur adhésion au mouvement à leur statut de militant et s'étend à la vie d'individu actif (homme politique ou responsable de structure). S'intéresser aux différents parcours sociaux des ex et/ou dirigeants, nous engage à revoir les moments de leurs vies où les expériences personnelles et collectives opèrent des changements sur leur vie. L'acteur devient chaque fois différent à ces différentes phases identifiées de sa trajectoire.

Le concept de trajectoire dont il est question ici, fait référence au parcours de vie individuelle. Il est composé d'un ensemble de trajectoires plus ou moins entrelacées et renvoyant aux différents sphères dans lesquelles se déroule l'existence individuelle : scolaire, militant, professionnelle, politique, associative. Cette notion nous a permis de comprendre la motivation et les stratégies des individus.

Tableau 1 Trajectoire politique des ex dirigeants de la FESCI

<b>Nom et Prénoms</b>	<b>Statut à la FESCI</b>	<b>Statut Politique</b>	<b>Statut actuel</b>
Blé Guirao	Ancien SG	ancien président des jeunes de l'UDPCI	Membre de la direction UDPCI*
Damana Pikas,	Membre BEN	JFPI	CONARECI (Convention nationale des résistants de Côte d'Ivoire) **

Christophe Tiégbé AMANI

Djué Eugène	Ancien SG	Militant FPI	Président de ULPTCI**
Dibopieu Yves	Ancien SG		Président Solidarité africaine (SOAF) *
Doumbia Major	Membre du BEN	Ex Représentant RJR France	MPCI puis proche du Major IB*
Karamoko Yayoro	Membre BEN	Militant RDR	Président du RJR*
Konaté Navigué	Dirigeant Section de Bouaké	Militant FPI	Président de la JFPI**
Koné K. Souleymane	Membre du BEN	<b>Force Nouvelle</b>	MPCI, membre du cabinet du premier ministre*
Sidiki Konaté	Membre du BEN	Militant « jeunes Patriotes » au début de la crise	porte-parole MPCI, Ministre du tourisme*
Serges Koffi	Ancien SG	Président des jeunes d'UNG	Responsable CONARECI**  Secrétaire Général du Conseil Révolutionnaire d'Action Concrète (CRAC)**
Odjé Tiacoré	Membre du BEN	ancien président du RJR	Membre de la direction RDR*
Touré Moussa Zeguen,	Membre de la FESCI	Président GPP **	

\*  
**proche  
de l'ex-**

**rébellion MPCI \*\* membre de l'Alliance des « jeunes patriotes», proche du camp présidentiel**

Tableau 2 Trajectoire politique des membres influents de la FESCI

Nom et Prénoms	Itinéraire syndical	Parcours politique	Structure
Djué Eugène	✓ Membre fondateur de la FESCI et n°2 (1990-1993) ✓ Secrétaire général de la FESCI 1993	Membre fondateur de la JFPI (1991) Représentant du FPI en France (1997-2002)	UPLTICI

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

Damana Pickas	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Militant MEECI (1988-1989)</li> <li>✓ Militant FESCI (1990)</li> <li>✓ Secrétaire intérimaire (1995)</li> <li>✓ Membre du BEN et n°2 (1995-1998)</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Membre du FPI Membre du bureau de la JFPI</p>	Membre de la Conareci
Blé GOUIDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1995-1998 : n° 3 de la FESCI</li> <li>✓ 1998-2001 : n°1 FESCI</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Ministre de la jeunesse du gouvernement Aké Ngbo</p>	Fondateur du COJEP
Dibopieu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Secrétaire de section FESCI</li> <li>✓ Secrétaire national FESCI (2001)</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Membre du CNRD</p>	Fondateur SOAF Membre de la CONARECI
Konaté Naviguie Koné Naviguie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Militant actif FESCI (1990-2001)</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Secrétaire National de la JFPI</p>	Membre de la CONRECI
Soro Guillaume Koné Naviguie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1993-1995 : n°1 FESCI</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Secrétaire Général du MPC/ FN</p>	Candidat RDR législatives 2000

Source : Nos données d'étude juin 2010

### **2.3 L'analyse stratégique**

Développé par CROZIER et FRIEDBERG<sup>8</sup>, la méthode d'analyse stratégique partira d'une constatation de base : aucun individu n'accepte d'être traité totalement et uniquement comme l'objet du fonctionnement ou de l'accomplissement des buts d'une organisation. Les conduites des acteurs ne sont plus vues comme la simple résultante, prévisible, stéréotypée et donc reproductible, des déterminants structurels, financiers ou psychologiques. Leurs conduites sont inventées par les acteurs, dans un contexte, construites en vue de certains buts.

#### **2.3.1 Les postulats**

L'analyse stratégique postule l'existence d'agents libres ayant leurs buts propres :

- Libres, car les organisations, quoiqu'étant des « machines à rationaliser », ont des limites ;
- Leurs buts, parce que les acteurs ont donc la possibilité d'y développer leurs stratégies.

---

<sup>8</sup> Crozier et Friedberg, *l'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

Pour atteindre donc ces buts, les acteurs vont poursuivre leurs propres stratégies ; ils vont utiliser les ressources dont ils disposent de la manière la plus judicieuse compte tenu des contraintes du moment, telles qu'ils les perçoivent, depuis leur position. Leur conduite n'est donc pas entièrement prévisible puisque changeante. L'acteur ajuste constamment sa conduite aux données nouvelles auxquelles il se trouve confronté, dans sa recherche de son intérêt.

### **2.3.2 L'organisation comme système d'action concret**

Dans l'analyse stratégique, il y a autant de « rationalité » que d'acteurs, ou que de groupes d'acteurs. Ainsi les individus et les groupes d'individus poursuivent des buts propres : l'organisation comme totalité est donc traversée par une multiplicité de buts : pouvoir, prestige, autonomie, etc. De plus, chaque fonction dans l'organisation fait faire aux acteurs l'expérience de certaines contraintes. Pour les différents acteurs, il y a matière à négocier, concrètement, au jour le jour. Face à cette multiplicité, l'organisation est confrontée à un double problème : réaliser ses objectifs, formuler ses propres buts ; appeler ses membres, ses « constituants » à participer à leur réalisation. Les acteurs peuvent y mettre des conditions et « négocier » leur participation plus ou moins implicitement. Toute organisation a donc besoin de la participation de ses membres et cette participation est toujours négociée. Négociation, parce que la réalisation des objectifs des acteurs doit s'accommoder avec les objectifs de l'organisation. Les acteurs ne pourront poursuivre leurs propres objectifs qu'au travers de la poursuite des objectifs de l'organisation. Plus précisément les membres d'une organisation peuvent « refuser » cette participation et cette capacité leur donne du pouvoir dans l'organisation dans la mesure où celle-ci sera affecté par le comportement qu'ils adopteront. Il est à noter que ce qui se passe entre l'individu et l'organisation, se passe aussi entre les individus et entre les groupes.

Des négociations, des échanges, des arbitrages, des ajustements ont donc lieu de manière permanente, au sein de l'organisation, en vue d'un niveau de satisfaction « réalistement » optimisé. On en arrive ainsi à un état d'équilibre plus ou moins stable entre un ensemble d'individus ou de groupe qui sont les uns avec les autres des relations de pouvoir et de marchandage afin d'obtenir un niveau de satisfaction,

en principe maximal par rapport à leurs possibilités de poursuivre des objectifs propres. C'est le concept de *coopération conflictuelle* : une vision *politique de l'organisation*, qui la voit comme un ensemble traversé de tendances et d'orientations diverses.

*Ce jeu d'équilibre se passe donc à l'intérieur de l'organisation*, c'est-à-dire indépendamment des modifications de ses environnements. Une partie des objectifs de l'individu va donc passer à travers la réalisation d'objectifs propres de l'organisation, des tâches ou des règles qu'elle prescrit. D'une certaine manière, l'individu est solidaire, inconsciemment, de la survie de l'organisation. *L'organisation est donc un construit humain, traversé par le flux, réagissant aux variations de l'environnement.*

### **2.3.3 Les acteurs et la rationalité**

L'acteur dispose d'une rationalité limitée où les préférences « à un moment donné ne sont pas précises, cohérentes et univoques, mais au contraire multiples, floues, ambiguës et contradictoires » en termes d'enjeux par exemple : se construire une image, aménager son temps pour soi entre son travail et sa vie de famille, sont autant d'enjeux, de buts contingents et d'actions.

Pour identifier le poids des règles : « il faut découvrir les caractéristiques, la nature et les règles des jeux qui structurent les relations entre les acteurs et conditionnent leur stratégie »<sup>9</sup>

#### **Les principaux concepts de l'analyse stratégique.**

- a. L'acteur n'a que rarement des objectifs clairs et encore moins des projets cohérents ; (exemple : des conséquences imprévues de son action l'amenant à reconsidérer sa position)
- b. Son comportement est actif. Même s'il est toujours contraint et limité, il n'est jamais totalement limité ;
- c. Ce comportement a toujours un sens. Cette rationalité est liée non à des objectifs clairs explicites, mais s'organise par rapport à des opportunités (contexte) et par rapport aux comportements des autres acteurs ;

---

<sup>9</sup> Crozier et Friedberg, *l'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

- d. Ce comportement présente un double aspect : un aspect offensif, (la saisie d'opportunités en vue d'améliorer sa situation) et un aspect défensif (le maintien et l'élargissement de sa marge de liberté)
- e. Il n'y a donc plus de comportement irrationnel : c'est là l'utilité du concept de stratégie. « Derrière les humeurs et les réactions affectives il est en effet possible à l'analyste de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le fondement inféré ex post des régularités de comportements observés empiriquement. Il s'en suit qu'une telle « stratégie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente »<sup>10</sup>

### **2.3.4 Le pouvoir et ses sources**

Qu'est-ce que le pouvoir ?

La principale question posée par l'analyse stratégique est la question du pouvoir. Dans une première approche, on pourra définir le pouvoir comme la capacité qu'à un individu ou un groupe d'agir sur un autre individu ou un autre groupe. Il suppose donc un caractère relationnel.

Le pouvoir, ce n'est donc pas ce qu'une personne possède pour influencer l'autre. Le pouvoir ici n'est pas conçu comme un attribut. Cette conception du pouvoir suggère une certaine réciprocité. Cette réciprocité suppose que les différentes personnes connaissent les enjeux dans les différents niveaux hiérarchiques, tout au moins dans les limites de leur rationalité. A la notion de pouvoir, il faut y ajouter la zone d'incertitude. En effet, chaque acteur dispose quel que soit l'endroit où il se trouve, d'une zone au sein de laquelle il rend son comportement imprévisible pour les autres acteurs. C'est ce que Crozier et Friedberg appellent « zone d'incertitude ». Ainsi accroître son pouvoir, c'est accroître la zone au sein de laquelle on peut avoir un comportement imprévisible, indéterminé.

### **Conclusion générale**

---

<sup>10</sup> Crozier, Friedberg, opus cit. p. 48

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

Depuis 2000 et plus singulièrement depuis le déclenchement de la crise militaro-politique du 19 septembre, la Côte d'Ivoire a vu naître et s'affirmer un mouvement social inédit: celui de la "jeunesse patriotique" et de la défense de l'identité ivoirienne. Cette crise a affecté l'espace comme dimension de la vie sociale, redessiné les territoires, au-delà même de la ligne de démarcation, et marqué les consciences, dont la "réunification" ne saurait se faire promptement, ipso facto par un changement de régime ou la mise sur pied d'une commission, fusse-t-elle dénommée "réconciliation et vérité".

L'idéologie patriotique a constitué le vecteur d'unité de chaque territoire avant la chute de Laurent Gbagbo. Au sud et au nord (ex-zones CNO), le patriotisme et la question de l'identité ivoirienne n'ont pas le même sens. AKINDES montre que si l'idée de la défense de la patrie semble partagée par les jeunes du nord et du sud, ils identifient aussi ceux contre qui elle doit être défendue. (AKINDES & MOUSSA, Jeunesse, idéologie de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire., 2011). La France et ses valets locaux pour les patriotes du sud, les ingénieurs politiques de la distinction frustrante entre les races et les ethnies composant la nation pour les patriotes du nord. Ce patriotisme des jeunes du Nord le qualifie de « patriotisme défensif ». En effet la patrie qu'ils conçoivent dans une perspective intégrative et égalitaire mérite d'être défendue dès lors qu'une de ses composantes est rejetée, en l'occurrence les communautés du Nord. Les revendications de justice autour de l'identité nationale offrent ainsi les justifications à une défense de la patrie intégrative. (AKINDES, Côte d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste, 2000.)

En revanche dans la galaxie patriotique et l'ex-mouvance présidentielle, le patriotisme est une lutte contre les ennemis internes d'une part, ceux qui veulent "brader" la nationalité ivoirienne aux étrangers, et d'autre part, une opposition courageuse à une puissance extérieure, notamment la France, qui impose son "sous-préfet" pour administrer la Côte d'Ivoire. Les revendications anticolonialistes de la galaxie patriotique, d'une frange même minoritaire de la population, constituent-ils un simple paravent à des stratégies de pouvoirs ? La volonté affichée de redéfinir sur d'autres bases les relations entre la France et la

Côte d'ivoire doit-elle être interprétée, voir même réduite à de simples perspectives instrumentaliste ? Si la capture de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011 a été vécue par beaucoup d'ivoiriens comme un soulagement dans une crise post-électorale dont le prolongement aurait été dramatique socialement, humainement et économiquement ; son transfèrement le 29 novembre à la cour pénale internationale a conforté au-delà de ses partisans, le sentiment que le pays reçoit ses ordres de l'extérieur.

Pour BANEGAS, le patriotisme vindicatif des jeunes ne peut pas se réduire à ses dimensions instrumentales, qu'elles soient politiques, économiques ou administrative (BANEGAS, Côte d'Ivoire: les jeunes «se lèvent en hommes», 2007). L'usage du registre anticolonialiste et du thème de la « seconde indépendance » s'articule à trois dimensions : une eschatologie religieuse et quasi prophétique de la délivrance ; une occultation de l'histoire nationale et enfin une lutte individuelle et collective pour l'émancipation juvénile dans un contexte de bouleversement des rapports intergénérationnels.

Dans ce registre de l'eschatologie religieuse, si aucune étude n'en détermine l'impact sur la société ivoirienne et ce qu'il en reste, nous soutenons que la fondation d'une identité par la religion a été présente et subsiste encore. L'ultranationalisme ivoirien s'inscrit dans un imaginaire religieux de la délivrance véhiculé par les églises du réveil qui comptent parmi les adeptes l'ex-homme fort d'Abidjan et son épouse. La lutte émancipatrice contre la France prend une tonalité messianique : la rédemption individuelle et le salut collectif de la nation supposent des épreuves, une traversée du désert, un esprit de sacrifice. Même après la chute de Laurent Gbagbo et de son régime, la presse « bleu » se fait encore l'écho de prophéties sur la restauration de la nouvelle Côte d'ivoire, avec le retour « des exilés », la fin de « l'occupation » et l'installation de l' élu par Dieu. La Côte d'Ivoire est la nouvelle Jérusalem. Il y a la permanence d'une lutte, d'une « guerre du bien contre le mal ». La religion sert d'élément pour bâtir cette nouvelle identité.

Le territoire en géographie politique selon Marie-Christine Jaillet est défini en se concentrant sur les rapports de pouvoir et leurs transcriptions dans l'espace. « [...] le territoire désigne à la fois une circonscription politique et l'espace de vie

*d'un groupe [... qui] cherche à en maîtriser l'usage à son seul avantage [...]* ». Il est aussi selon Robert David Sack, une portion de l'espace délimitée pour exercer un pouvoir. Il relie la territorialité humaine aux stratégies de contrôle des humains. Ainsi, un groupe d'individus détient un pouvoir sur un territoire, il construit une organisation spatiale pour conforter son pouvoir et l'agrandir, et ainsi de suite. Au demeurant, les identités collectives ne coïncident pas nécessairement avec des entités géographiques: plusieurs groupes, chacun possédant sa propre identité, peuvent habiter le même territoire, sans avoir pour autant les mêmes rapports à ce territoire en termes d'appartenance, d'appropriation ou de revendication (Guérin-Pace F., Guermond Y., 2006). S'il n'est pas systématique, il est néanmoins possible d'établir le lien entre territoire et identité.

Les douze années de crise et les dix années de partition de la Côte d'ivoire auront-ils donné naissance chez les jeunes à une identité nationale ou à des « identités produites » liés au territoire d'origine ou d'appartenance ? Derrière les mots et les concepts du nationalisme de la « renaissance nationale », il y a le cri de détresse d'une jeunesse estudiantine désabusée. A la rentrée 2012-2013, plusieurs milliers d'étudiants inscrits depuis 2007-2008 finiront peut-être leur année. Le système scolaire et universitaire devenu déliquescents, l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social. Il y a un mal être d'une jeunesse qui a l'impression d'être dans une impasse, sans perspective, sans horizon. L'accumulation des rancœurs, des frustrations feront de ces étudiants des alliés potentiels de forces politiques même de façon conjoncturelle et temporelle avec le risque que la métaphore « cabri mort n'a pas peur de couteaux » devienne une réalité. Les étudiants ont conscience qu'ils peuvent peser dans la vie politique ivoirienne. Une génération qui même si elle a le profil bas maintenant, ne veut plus jouer les seconds rôles.

Deux décennies après sa création, la FESCI s'est imposé comme une force incontournable au niveau politique. Sa maîtrise du terrain abidjanais, l'obéissance de ses militants et son organisation quasi militaire, la fédération estudiantine et scolaire de Côte d'ivoire, deux décennies après sa création s'est imposée comme une force incontournable du paysage politique ivoirien. « *La FESCI est un esprit* » le PDCI l'a combattu sans jamais y parvenir, le RDR l'a appâté sans arriver à en

*Christophe Tiégbé AMANI*

prendre le contrôle. Le FPI en a fait un allié dans sa stratégie pour accéder au pouvoir (2000) et pour tenter de le conserver. Durant deux décennies, elle aura marqué les ivoiriens positivement ou négativement mais, pour des générations d'étudiants, elle aura été presque la seule et véritable référence syndicale. Ces générations FESCI aujourd'hui « s'empare progressivement » de la Côte d'Ivoire. Ils sont désormais à tous les postes de responsabilité ; député de la nation, ministres, militaires et commis de l'état. Le clientélisme, l'appât du gain.

CECI EST UN BROUILLON, UN PRE-PRINT

## **Références Bibliographiques**

- AKINDES, F. (2000.). Côte d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste. (78), pp. 5-156.
- AKINDES, F., & MOUSSA, F. (2011). Jeunesse, idéologie de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire. Dans F. AKINDES, *Côte d'Ivoire : la Réinvention de soi dans la violence* (p. 256). Dakar: CODESRIA.
- AKROU, J.-B. (19 novembre 1991). Débat politique: Laurent Gbagbo, assaut final ? Connais pas. *Fraternité Matin*, 11-12.
- AKROU, J.-B. (1er mai 1990). Débat sur l'année blanche, interview du Professeur Abdou Touré " il faut accepter de dialoguer avec les jeunes". *Fraternité Matin*, 21-22.
- ALAKAGNI, H., M.-A. DJEDJE, & B. TCHEA. (7-8 avril 2001). Bagarre meurtrières à l'université. *Ivoir'Soir*, 5.
- ALPHANDERY, P., & M. BERGUES. (2004.). Territoires en questions: pratiques des lieux, usages d'un mot. Ethnologie française.
- AMBLARD, H., BERNOUX, P., HERREROS, G., & LIVIAN, Y.-F. (1996). *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*. Paris: Seuil.
- AMONDJI, M. (1990). *Côte d'Ivoire. le PDCI et la vie politique de 1944 à 1985*. Paris: L'Harmattan.
- ANDOLFATTO, D., & D. LABBE. (2007). Sociologie des syndicats . Paris: La découverte éd, éd. (Maspero).
- ANGLARILL, N. (2006). *L'identité Africaine: Ethnie et Nation*. Paris: L'Harmattan.
- ARDANT, P., J.-M. VERDIER, & N. CATALA. (1983). *Le pouvoir syndical* . Paris: PUF.
- BAKAYOKO, L., & J.-B. AKROU. (15 avril 1993). Nouvelle crise à l'université: la fesci, un bécéphalisme mal dissimulé. *Fraternité Matin*, 3.
- BANEGAS, R. ( 2007). *Côte d'Ivoire: les jeunes «se lèvent en hommes»*. Les Etudes du CERI.
- BANEGAS, R. (2007). *France-Afrique: Sortir du pacte colonial* (Vol. 105). Paris: Karthala.
- BANEGAS, R., & B. LOSCH. (2002). La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion. Politique Africaine.
- BANEGAS, R., & MARSHALL-FRATANI, R. (2003. 89). Côte d'Ivoire, un conflit régional?: La Côte d'Ivoire en guerre: dynamique du dedans et du dehors. Politique Africaine.
- BARRY, J. (12 août 2002). Quelles solutions pour les universités: " nous sommes concernés, misère et décadence du temple du savoir. *Fraternité Matin*, 6.
- BARRY, J. (24-25 août 2002). Quelles solutions pour les universités : "le temple du savoir a été profané" . *Fraternité Matin*, 8.
- BARRY, J. (31 mai et 1er juin 1997). Jeunesse du FPI, une marche de trop. *Fraternité Matin*, 5.
- BAULIN, J., & G. COMTE. ( 2000). *La succession d'Houphouët-Boigny: les débuts de Konan Bédié*. Paris: Karthala.
- BAZIN, L. (2005). *Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire*. Paris: Chimères.
- BEAUD, S., & WEBER, F. (2003). *L'enquête ethnographique de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris: La Découverte.

Christophe Tiégbé AMANI

- BEIRA, M. (28 août 2008). Quelles solutions pour les universités: "université doit être un choix stratégique". *Fraternité Matin*.
- BENITA, A. (20 décembre 1978). Vème Congrès extraordinaire du MEECI, autorités politiques et étudiants se préoccupent de sa réussite. *Abidjan Matin*, 10-11.
- BERNOUX, P. (1985). *La sociologie des organisations*. Paris: Seuil.
- BESSIERE, C., & F. HOUSSEAU. (1997). Suivre les enquêteurs. Dans *Génèses* (pp. 100-122).
- BIANCHINI, P. (2004). *École et politique en Afrique noire: sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*. Paris: Karthala.
- BIRIAS, B. (27 juillet 1983). 625 jeunes vont planter 50 mille arbres. *Fraternité Matin*, 11.
- BODIN, L. (1959. 9(4)). Note sur les étudiants. *Revue française de science politique*.
- BORELLA, F., & M. La FOURNIERE (de). (1957). *Le syndicalisme étudiant*. Paris: Seuil.
- BOTHEREAU, R. (1945). *Histoire du syndicalisme Français*. (C. ". sais-je", Éd.) Paris: Presses Universitaires de France.
- BOUQUET, C. a. (2007(238)). La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation? Le transfert des modèles mondialisés dans les pays pauvres. *Cahiers d'Outre Mer*.
- BOUQUET, C., & B. C. (2007(3)). Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire. *L'Espace politique*. Récupéré sur <http://espacepolitique.revues.org/index894.html>.
- BOURDIEU, P., C. Jean-Claude, & P. Jean-Claude. (1968, ). *Le métier de sociologue*. Paris : EHESS- Mouton.
- BRANCIARD, M., & E. MAIRE. (1982). *Syndicats et partis: autonomie ou dépendance* (éd. H.e.t. 16, Vol. Tome 1. 1879-1947). Paris : Synros.
- BRAU, J.-L. (1978). *Comment comprendre le syndicalisme*. Paris: Le Hameau.
- CAMPELL, B. (2000). Reinvention du Politique en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*.
- CHATILLON, S. (1978). *Pourquoi la division syndicale ?* Paris: Ed. Economica.
- CISSE, M. (11 mai 2000). Crise à la Fesci, les partisans de Blé Goudé en tournée. *Fraternité Matin*, 2.
- CISSE, M. (15 mai 2000). Fesci, suspendu par un collectif de secrétaires généraux, Blé Goudé résiste. *Fraternité Matin*, 6.
- CISSE, M. (22 mai 2001). Crise à la Fesci, l'arbitrage de Guei. *Fraternité Matin*.
- CONTAMIN, B., & LOSCH, B. (2000). Côte d'Ivoire: la voie étroite. p. *Politique Africaine*, 117-128.
- COULIBALY, R. (14 mai 2003). IVème Congrès de la Fesci: KOUYO Serge plébiscité. *Fraternité Matin*, 4.
- COULIBALY, R. a. (10 -11 mai 2003). IVème congrès de la Fesci: un préalable bloque les travaux pendant trois heures. *Fraternité Matin*, 5.
- COZIER, M., & FRIEDBERG, E. (1977). *L'acteur et le système*. Paris: Seuil.
- CROZIER, M. (1992). *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*. Paris: Seuil.

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

- D'AQUINO, P. (2002(1)). Le territoire entre espace et pouvoir: pour une planification territoriale ascendante. L'espace géographique.
- DAGNINI, J. ( 2009(17)). Dictatures et protestantisme en Afrique Noire depuis la décolonisation: le résultat d'une politique françafricaine et d'une influence américaine certaine. *Historia Actual Online*.
- DECRAENE, P. (1982). *Vieille Afrique, Jeunes Nations*. Paris: PUF.
- DELESALLE, P. (1948). *Les deux méthodes du syndicalisme*. Paris: La publication sociale.
- D'ERSU, L. (2007). La crise ivoirienne, une intrigue franco-française. *Politique Africaine*.
- DESCHAMPS, H. (1952). *L'éveil politique africain* (Vol. 549 ). Paris: PUF.
- DEVERIN, Y. (2005). La crise ivoirienne: une bonne affaire. PAMBAZUKA NEWS.
- DIABY, S. ( 1er juin 1999). Résidences universitaires, Dibonan présente les armes de la Fesci. *Fraternité Matin*, 15.
- DIABY, S. (16 mai 2000). Dissidence à la Fesci: Blé Goudé échappe à un lynchage. *Fraternité Matin*.
- DIABY, S., & P. DOUH-L. (18 mai 2000). Pourquoi se bat-on à la Fesci ? *Fraternité Matin*, 2.
- DIENG, A. (2009). *Les grands combats de la FEANF, De Bandung aux indépendances 1955-1960*. Paris : L'Harmattan.
- DIENG, A., & S. Amin. (2003). *Les premiers pas de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), 1950-1955: de l'union française à Bandoung*. Paris: L'Harmattan.
- Dieu-Donné, K. ( 8-9 mars 2010). La question controversée des libertés syndicales en milieu universitaires en Afrique : Le cas du syndicalisme estudiantin en Côte d'Ivoire.
- DOZON, J. P. (2007. 54(4)). Les déchirures ivoiriennes: entre excès et manque de transcendance. *Social Compass*.
- EICHTHAL, E. (1978). *Le Syndicalisme et responsabilité*. Paris: Alcan, Encyclopédie du monde actuel ed, ed. I.I.d. poche.
- ELLENBOGEN, A. (2002). *La succession d'Houphouët-Boigny: entre tribalisme et démocratie*. Paris: L'Harmattan.
- ERBES-SEGUIN, S. (1971). *Démocratie dans les syndicats* . Paris-La Haye: Mouton.
- FONTENEAU, G. (2004). *Histoire du syndicalisme en Afrique* . Paris: Karthala.
- GARELLO, J. (1990). *Cinq questions sur les syndicats*. Paris: PUF.
- GBAGBO, L. (1980). *Côte d'ivoire - Pour une alternative démocratique*.
- GEAY, B. (2005). *Le syndicalisme enseignant* (Vol. 1). Paris : La découverte.
- GHORBAL, S. (2004(2280)). Au cœur de la crise ivoirienne: Bienvenue au pays des frères ennemis. *Jeune Afrique/L'Intelligent*, 19-25.
- GIFFUELHES, V. (1990). *Syndicat et syndicalisme*. Paris : La publication sociale.
- GOMBIN, R. (1972. 22(3)). Mouvement syndical et théorie sociologique. *Revue française de science politique*.

Christophe Tiégbé AMANI

- GONIDEC, P. (1978). *Les systèmes politiques africains*. Paris: L.G.D.J.
- GUIMONT, F. (1997). *Les étudiants africains en France, 1950-1965*. Paris : L'Harmattan.
- HUDON, R., & B. FOURNIER. (1994). *Jeunesses et politique: mouvements et engagements depuis les années trente*. Paris: L'Harmattan.
- HUGON, P. (2003(2)). La Côte d'Ivoire: plusieurs lectures pour une crise annoncée. Afrique contemporaine.
- HUMAN RIGHTS WATCH. (Mai 2008). "La meilleure école" La violence estudiantine, l'immunité et la crise en Côte d'Ivoire. *HUMAN RIGHTS WATCH*.
- JANIN, P. (2001. 82). Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire). *Politique Africaine*.
- JEAN, R. (2004). Culture de la mobilité et nouvelles formes de territorialité. Dans *L'aire du temps* (p. 13). Les territoires de la mobilité.
- KEBE, Y. (11 avril 1983). 6ème congrès du Meeeci: restructuration du mouvement, adhésion affirmée au PDCI. *Fraternité Matin*, 9.
- KESTER, G., & O.O. SIDIBE. (1997). *Syndicats Africains, A vous maintenant! Pour une démocratie durable*. Paris: L'harmattan.
- KIEFFER, G. (2000). Armée ivoirienne: le refus du déclassement. *Politique Africaine*.
- KODJO, E. (27 août 2002). Quelles solutions pour les universités: " il faut doter l'université d'une charte" . *Fraternité Matin*, 4.
- KONATE, Y. (2003. 89). Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes: La Côte d'Ivoire en guerre: dynamique du dedans et du dehors. *Politique Africaine*.
- KONE, A. (2003). *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*. Paris : Karthala .
- KONE, G. (2011). Sociogenèse et dynamique du mouvement « jeune patriote » en Côte d'Ivoire. Dans *Sociologie* (p. 285). Université de Bouaké.
- KONE, G. (juin 2011). Logiques sociales et politiques des pillages et barrages dans la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Karthala.
- KONE, M. (2011). Ethnographie et trajectoire sociale des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire. Dans *sociologie* (p. 330). Université de Bouaké.
- KONE, S. (15 mai 2001). Douze étudiants blessés dans des affrontements à Port-Bouët . *Fraternité Matin*.
- KORINMAN, M. (2005(2)). Entretien avec Jean-Pierre Dozon . Outre-Terre.
- KOUASSI, G. (4 septembre 1998). Descente punitive de la Fesci à la cité rouge. *Fraternité Matin*, 18.
- KRA, E. (12 avril 2001). Violences sur les campus: le président de l'université monte au créneau. *Fraternité Matin*.
- KRA, E. (1er juin 2001). Arrêté ministériel, la Fesci dit non! *Fraternité Matin*.
- KRAVETZ, M. (1963). *Naissance d'un syndicalisme étudiant*. Paris Impr. Chatenay: Chatenay ed.

## *Etudiant, syndicat et engagement politique*

- LAFAYE, C. (2009). *Sociologie des organisations sociales*. Paris : Armand Colin.
- LANTZ, H. (1943). *La mission du syndicalisme*. Paris : Institut d'études corporatives et sociales.
- LARGARTELLE, H.-L. A. (1908). *Syndicalisme et socialisme*. Paris: Rivière.
- LAUBIER, P. (1935). *Histoire et sociologie du syndicalisme: XIXè-XX siècle*. (C. H. générale, Éd.) Paris : Albatros.
- LE BEON, R. (1975). *Le syndicalisme politique en accusation*. Vouillé: Chiré-en-Montreuil.
- LE PAPE, M. (2003(2)). Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003. , p. Afrique contemporaine.
- LEBRY, L.-F. (4 octobre 1994 ). Ex-Fesci, Djué jeté dehors ? . *Fraternité Matin*, 6.
- MEECI. (13 mai 1981). Mise au point du Meeci: le mouvement seul tuteur légal des élèves et étudiants. *Fraternité Matin*, 20.
- MEYNAUD, J., & A. SALAH-Bey. (1962). *Aspects du syndicalisme africain*. Paris : Centre d'étude des relations internationales.
- MEYNAUD, J., & A. SALAH-BEY. (1963). *Le syndicalisme africain*. Paris: Payot.
- MOLINARI, J. (1992). *Les étudiants*. Paris: Editions de l'Atelier.
- MONATTE, P., & C. CHAMBELLAND. (1963, ). *La lutte syndicale* (Vol. 1 ). Paris : F. Maspero.
- MORDER, R. (2006). *Naissance d'un syndicalisme étudiant*. Paris: Syllepse.
- MOUGEL, J. (2003(31)). Les spécificités de l'engagement étudiant: L'engagement syndical et associatif des jeunes. *Agora débats/jeunesse*, 94-105.
- MOURIAUX, A. (1993). *Le syndicalisme dans le monde*. (C. ".-j. ?", Éd.) Paris: Presses Universitaires de France.
- MOURIAUX, R. (1936). *Syndicalisme et politique* (Vol. 1). (C. p. ouvertes, & 2, Éd.) Paris : Ouvrières-- Saint-Amand.
- MOUSSA, F. (juin 2011). Des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire. Karthala.
- NASSA, D. (2010(3)). NASSA, D.D.A., Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise. *Les Cahiers d'Outre Mer*.
- NEUVILLE, J. (1979). *Naissance et croissance du syndicalisme. 1. L'origine des premiers syndicats*. Bruxelles: Vie ouvrière.
- NKODIA, E. (1978,). Syndicats et syndicalisme africains. Dans *Economie du travail et des Ressources humaines. Paris 1* (p. 100). Paris.
- PATILLON, C. (2005). *Le syndicalisme et ses armes*. Marseille: Agone.
- PDCI, B.P.D. (1969 ). Toute la lumière est faite sur la grève des étudiants. *Fraternité Matin*, 2-3.
- PRIACEL, S. (1930). *Fascisme et syndicalisme*. Paris: Valois ed. Suite politique Italienne.
- PROTEAU, L. (1999). *Passions scolaires en Côte d'Ivoire, Ecole, Etat et société*. Paris: Karthala.
- ROBI, M. (2006). *Naissance du syndicalisme étudiant. Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants*. Paris: Syllepse.

Christophe Tiégbé AMANI

- ROSANVALLON, P. (1998). *La question syndicale*. Paris: Hachette Littératures.
- ROUBAUD, F. (2003(2)). La crise vue d'en bas à Abidjan: ethnicité, gouvernance et démocratie. Afrique contemporaine.
- RUEFF, J. (2005). *Côte d'ivoire, le feu au pré carré*. Condé-sur-Noireau (Calvados): Autrement.
- SAEDELÉER de, R. (1962). *Grèves, syndicalisme et démocratie*. Liège: Descer.
- SAMBA, D. (1997). *Les faux complots d'Houphouët-Boigny, fracture dans le destin d'une nation*. Paris: Karthala.
- SARDA, F., & DY, A. (1953). *syndicalisme étudiant*. Reims: Matot-Braine.
- SIDIBE, L. (25 juin 1982). interview du Maurice Kacou G, président du Meeci. *Fraternité Matin*, 20.
- SINGLY (de), F. (2008, ). *Le questionnaire, l'enquête et ses méthodes*. (1. poche., Éd.) Paris : Armand Colin.
- SORO, K. G. (2005). *Pourquoi, je suis devenu un rebelle*. Paris : Hachette.
- SYLLA, Y. (28 septembre 1994). Agitation à la Fesci, Djué Eugène échappe à la "braise". *Fraternité Matin*, 6.
- SYLLA, Y., & M. DETCHI. (27 avril 1999). La Fesci met les élèves dans la rue: l'école paralysée. *Fraternité Matin*, 5.
- TANO, B. (8 janvier 1981). 5ème congrès du Meeci à Yamoussoukro, l'hommage des anciens. *Fraternité Matin*, 8.
- TAPE, S., & Y. KEBE. (7 avril 1983). 6ème Congrès du MEECI, l'élection du nouveau président très attendue ce soir. *Fraternité Matin*, 13.
- TCHEA, B., & D. DOSSO. (Avril 1999). Agitation des écoliers, la Fesci récupère le mouvement. *Fraternité Matin*.
- UBBIALI, G., & V. CHAMBARLLHAC. (1994). *Epistémologie du syndicalisme: construction disciplinaire de l'objet syndical* (Vol. 1). Paris: l'Harmattan.
- VERKNDT, P.-Y. (2007). *Le pouvoir syndical*. Paris: Dalloz-connaissance du droit.
- VIAUD, M. (2008(3)). Naissance d'un syndicalisme étudiant. Dans M. (Robi)(dir.). Histoire de l'éducation.
- WARABA SENIO, D.-D. (2010). *Côte d'ivoire, il faut sauver "le soldat FESCI"*. Paris: L'harmattan.
- YEVOU, M. (5 mai 2003 ). 4ème congrès de la Fesci, le comité d'organisation veut éviter tout débordement. *Fraternité Matin*, 5.
- YEVOU, M., & R. COULIBALY. (12-13 mai 2003). IV congrès de la Fesci: "Courses-poursuites à la machette entre camps rivaux". *Fraternité Matin*, 5.
- YEVOU, M., & R. COULIBALY. (9 mai 2003). IVème congrès de la Fesci : la Fesci, une milice instrumentalisée ? *Fraternité Matin*, 6.